

Déclaration gouvernementale d'Helmut Kohl (Berlin, 4 octobre 1990)

Légende: Le 4 octobre 1990, dans sa première déclaration gouvernementale devant le Bundestag de l'Allemagne réunifiée, le chancelier Helmut Kohl dresse un tableau de la situation économique du pays et indique les voies à suivre pour surmonter les difficultés liées à l'harmonisation de deux systèmes économiques longtemps séparés.

Source: L'unification de l'Allemagne en 1990. Bonn: Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Avril 1991. 192 p.

Copyright: (c) Office de presse et d'information du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_gouvernementale_d_helmut_kohl_berlin_4_octobre_1990-fr-465c978e-d50e-4ea8-b79c-11ecc5f8fe05.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Déclaration gouvernementale d'Helmut Kohl (Berlin, 4 octobre 1990)

[...]

II.

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs,

Le passage difficile de l'économie autoritaire socialiste à l'économie sociale de marché détermine la situation économique de la R.D.A.

La tâche à accomplir est sans précédent. Après que deux systèmes économiques et sociaux inconciliables se sont éloignés l'un de l'autre pendant des dizaines d'années, il s'agit maintenant de construire ensemble l'avenir dans la liberté. Nous avons toutes les chances de parvenir ensemble à relever ce défi.

Pour ce faire, l'économie et les entreprises doivent subir une mutation radicale et prendre une nouvelle orientation : en effet, beaucoup des biens industriels actuels ne peuvent pas faire front avec succès à la concurrence internationale. Les prestations de services - par exemple dans le commerce, les banques et le tourisme - ont été considérablement négligées.

Dans le socialisme existant réellement, le plein emploi n'était qu'apparent. En réalité, il existait dans pratiquement chaque établissement et chaque administration ce que l'on peut qualifier de chômage occulte. A elle seule, la fonction publique était près de deux fois plus importante numériquement que celle de la République fédérale. Et nul n'oserait prétendre que la fonction publique en République fédérale possède des effectifs insuffisants.

Quiconque y ajoute encore des unités de production obsolètes et un gaspillage énergétique à grande échelle ne s'étonnera pas que la productivité ne représente qu'environ 40 % du niveau de l'ancienne République fédérale.

Nous voulons y remédier ensemble en procédant à une modernisation rapide des entreprises et en renforçant intensivement le recyclage et le perfectionnement des personnels. Nous apporterons le soutien nécessaire en adoptant un train de mesures importantes pour améliorer les qualifications et en accordant des primes d'investissement et des aides économiques régionales.

L'encouragement économique prévu actuellement permettra de réaliser bientôt des investissements atteignant un volume de l'ordre de 50 milliards de Deutsche Mark.

Le dernier sondage de l'Institut Ifo, à lui seul, révèle l'importance de la propension à investir. Selon ce sondage, environ la moitié des entreprises interrogées ont déjà l'intention, d'ici à la fin de l'an prochain, autrement dit au cours des quinze prochains mois, d'investir dans l'ancienne R.D.A.

Mais l'agriculture et le secteur alimentaire recevront eux aussi des aides efficaces à la restructuration. Les expropriations et le dirigisme de l'Etat ont souvent donné naissance à des entreprises gigantesques, mais fréquemment non productives. La réorientation qui s'impose maintenant donne aux exploitations agricoles performantes une bonne chance de s'imposer sur le marché et, outre les exploitations familiales, cela vaut tout autant pour les coopératives.

Mesdames et Messieurs, avec l'unité de l'Allemagne, l'agriculture de l'actuelle R.D.A. est aussi, simultanément, complètement intégrée dans le marché agraire européen. Grâce à une situation géographique favorable, les agriculteurs de toute l'Allemagne possèdent de bons atouts pour prévaloir sur le marché européen. Mais chacun de nous sait que nous avons encore de considérables problèmes de transition à résoudre, qui auront des répercussions sur le territoire de l'ancienne République fédérale également.

Nous devons en outre déployer des efforts communs dans le domaine de la construction de logements et de l'infrastructure. Lorsqu'il traverse les villes et les communes de l'ancienne R.D.A., chacun peut se rendre compte à quel point les maisons, voire des quartiers entiers, menacent ruine. Nous voulons mettre un terme à cette tendance. Le nouveau programme de modernisation de logements pour l'ancienne R.D.A. offre des aides complètes à ce sujet. Nous disposons maintenant d'un volume de crédit d'environ dix milliards de DM à des conditions extrêmement avantageuses. Pour cette raison, déjà, l'industrie du bâtiment offre de nouvelles perspectives d'emplois pour beaucoup de gens qui doivent maintenant se réorienter sur le plan professionnel également.

En ce qui concerne la partie occidentale de l'Allemagne, également, nous avons adopté une série de mesures afin d'éliminer la pénurie de logements, notamment dans les grandes agglomérations. D'ici à 1992, un million de nouveaux logements pourront être construits, dont largement plus d'un tiers de logements à loyer modéré. Comme autre mesure concomitante de nature sociale, nous venons de majorer une nouvelle fois les allocations de logement.

Mesdames et Messieurs, nous avons mis en route pour l'ancienne R.D.A. un vaste programme d'infrastructure. Il s'agit en priorité de remettre en état et de moderniser le réseau routier, ferroviaire et téléphonique. Seule une infrastructure opérationnelle est capable d'assurer un rétablissement économique durable.

Nous devons très bientôt faire en sorte qu'il soit tout aussi facile de téléphoner de Dresde à Rostock qu'il l'est aujourd'hui, par exemple, de Cologne à Munich.

Pour atteindre cet objectif le plus vite possible, les Postes fédérales ont décidé d'investir des milliards. D'ici à 1997, environ 55 milliards de DM sont prévus pour la modernisation du réseau de télécommunications, dont plus de sept milliards rien que pour les 18 prochains mois. Cela signifie que, dans l'ancienne R.D.A. on va maintenant installer chaque année jusqu'à un million de nouveaux branchements téléphoniques.

Parallèlement à cela, nous devons déployer de gros efforts et avoir des idées nouvelles pour la mise en place d'un réseau moderne de voies routières et ferrées.

Le nouveau programme d'investissement pour les communes, d'un volume de projet de dix milliards de DM, a aussi pour but d'améliorer l'infrastructure. Il aide notamment les districts, communes et villes à rendre viables des zones industrielles, à améliorer des voies de communication communales, à permettre l'aménagement des villes et des villages ainsi que la modernisation des organismes de santé publique et de prévoyance.

J'exhorte les villes et les communes à utiliser également plus fortement pour ce genre de tâches les ressources disponibles pour les mesures de création d'emplois. Ces mesures permettront de réduire à court terme le chômage tandis que les travaux urgents peuvent dès à présent être commencés à peu de frais pour les villes et les communes.

Par ailleurs, je souligne que le Traité d'unification fixe les conditions qui permettront aux villes, districts et communes de fournir sans délai les terrains et bâtiments pour les investissements destinés à la création d'emplois. Dans l'intérêt de l'emploi, il est indiqué et nécessaire d'appliquer immédiatement cette disposition.

Il est encore plus urgent d'agir pour protéger la nature et l'environnement. De nombreux sols sont empoisonnés, des lacs et des rivières souvent pollués ou écologiquement morts. Il est fréquent que l'eau potable soit très polluée. Le régime du SED est responsable de ce que, dans l'ancienne R.D.A., jusqu'à une date récente, les taux de pollution par le dioxyde de soufre et le dioxyde de carbone aient été plus élevés que partout ailleurs dans le monde.

Les centrales nucléaires ne respectent en aucun cas nos critères de sécurité. Il était irresponsable que le gouvernement de la R.D.A. ait continué d'exploiter ces centrales même après Tchernobyl. Entre-temps, nous

avons déjà mis hors-service quatre des cinq centrales nucléaires. Le dernier bloc de la centrale nucléaire de Greifswald va, lui aussi, être déconnecté du réseau sous peu.

Mais ceci ne remettra pas en question l'approvisionnement en électricité. Le contrat sur le courant électrique, récemment conclu, va bien au contraire garantir la mise en place rapide d'un système performant et respectueux de l'environnement pour une production et un approvisionnement en courant par des entreprises privées d'approvisionnement énergétique. Rien qu'au cours des cinq prochaines années, on investira plus de 20 milliards de DM dans ce secteur.

Mesdames et Messieurs, l'essor économique et le renouveau écologique forment pour nous un tout. Des entreprises particulièrement nuisibles à la santé et à l'environnement et certaines unités de production ont été fermées. Nous travaillons aussi résolument à la mise au point d'un programme d'assainissement et de développement écologique, en particulier pour les régions fortement polluées comme Bitterfeld et Espenbahn, pour la région de Mansfeld et pour la vallée du cours supérieur de l'Elbe.

Une fois de plus, la preuve est administrée qu'une économie performante est le préalable au développement et à l'utilisation d'une technique ultramoderne de sécurité et de protection de l'environnement.

Sans une économie performante, ce que beaucoup considèrent entre-temps naturel ne serait pas non plus imaginable : un réseau viable de sécurité sociale. Il suffit de constater la situation des retraités dans l'ancienne R.D.A. pour savoir quel retard doit être comblé dans ce domaine.

Leurs retraites étaient basses et n'étaient en outre qu'insuffisamment indexées sur la hausse des salaires des ouvriers. Nous avons garanti que les retraités - comme déjà jusqu'ici en République fédérale - puissent avoir la part qui leur revient équitablement de l'essor économique.

Dans l'ancienne R.D.A., aussi, doit valoir le principe selon lequel la retraite est le salaire approprié pour toute une vie de travail.

Pour la santé publique, il existait dans l'ancienne R.D.A. un système à deux classes. Seul un tout petit nombre de privilégiés disposaient d'une médecine de pointe et d'équipements médicaux performants. Cela ne valait absolument pas pour l'homme de la rue. Nous instaurons maintenant notre assurance maladie, retraite et chômage, qui a fait ses preuves - même si cela engendre des coûts initiaux élevés. Le Traité d'unification garantit que, dans cet important domaine, nous instaurons pas à pas une égalité de traitement dans toute l'Allemagne ; en effet, une sécurité sociale efficace est indissolublement liée à notre politique d'économie de marché sociale.

Cet inventaire doit aussi porter sur la situation des finances publiques dans l'ancienne R.D.A. Les ressources disponibles ont été dépensées pour des objets de prestige de l'Etat, pour des administrations hydrocéphales et pour le système de répression. Au lieu d'investir dans l'avenir, la substance a été gaspillée. Dès avant la fin de l'année - on ne le répétera jamais assez - les plus hauts dignitaires du SED eux-mêmes avaient tiré la conclusion que la R.D.A. était menacée à très court terme d'insolvabilité vis-à-vis des pays étrangers occidentaux.

Mesdames et Messieurs, c'est dans des conditions si déprimantes et décourageantes que les hommes de la R.D.A. ont dû vivre et travailler pendant plus de quarante ans. Nous admirons donc d'autant plus ce qu'ils ont cependant réalisé durant cette période. Ceux qui, pendant plus de quarante ans, ont eu le loisir de faire partie des «nantis» de l'histoire allemande en République fédérale d'Allemagne devraient toujours garder cet état de fait présent à l'esprit.

Il est profondément déprimant que le régime du SED ait pratiquement réduit à néant les fruits de dizaines d'années d'efforts consentis par les citoyens.

Beaucoup s'estiment, aujourd'hui encore, aussi désorientés par ceux qui veulent sciemment rendre plus difficile et camoufler le nouveau départ avec le «vieux» slogan.

L'ancienne économie autoritaire s'est soldée par un échec. Mais les contours du nouvel ordre économique sont encore souvent trop flous. D'où la question compréhensible que les hommes se posent quant à leur propre avenir: question de l'emploi, du revenu ou de la retraite, du logement, des nouvelles exigences posées par une économie concurrentielle. Nous tous, y compris moi-même, prenons au sérieux ces questions et aussi ces craintes ; ce sont des questions d'intérêt personnel, des questions qui nous concernent tous.

Il y a d'autre part les espoirs et les attentes - attentes qui dépassent parfois ce que le soutien et l'aide publics et privés sont capables de fournir à court terme.

Nous comprenons ces espérances. (...) Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour éradiquer le plus vite possible les conséquences de la partition.

Mais, Mesdames et Messieurs, ce qui a été réduit à néant en l'espace de quatre décennies ne peut pas être rattrapé ni compensé en quelques semaines ni en quelques mois.

Et les exigences financières doivent s'arrêter là où elles touchent à la stabilité du Deutsche Mark et à la solidité financière de l'ensemble de l'Etat. C'est en effet sur ces fondements que nous nous appuyons et que nous voulons construire notre avenir commun.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, il est d'autant plus important de ne pas faire porter le débat public principalement sur les coûts de ce renouveau.

En effet, c'est une chose facile - nous en sommes témoins ici - que d'ajouter les uns aux autres des chiffres qui font frémir. Quiconque parle ainsi devrait, je le prie instamment, penser aussi aux coûts engendrés, au cours des quarante dernières années, par la partition - aux coûts de la partition non seulement en République fédérale, mais tout autant en R.D.A. Il devrait penser aux nombreux milliards dépensés pour la promotion de Berlin et de la zone marginale de la frontière, pour les forfaits de transit, pour les détenus dont l'on a acheté la libération - et ce, année après année. Mais il devrait aussi et surtout penser ceux dépenses immenses engendrées par le système de surveillance et de répression de la Stasi, du Mur et du fil de fer barbelé.

Quiconque mène une telle discussion et compare entre elles ces sommes arrive rapidement, pour les coûts de la partition, à des ordres de grandeur s'élevant à plusieurs milliers de milliards. Quelqu'un voudrait-il vraiment continuer de prendre son parti de ces coûts gigantesques de la partition au lieu d'investir maintenant de façon judicieuse et avec perspicacité dans l'unité de notre patrie?

Les investissements dans notre avenir commun sont certes liés à des dépenses - mais pas seulement à des dépenses, puisqu'il y a aussi des bénéfices.

Cela, aussi, est l'une des expériences faites durant quarante ans de République fédérale.

C'est ainsi que la reconstruction économique dans l'ancienne R.D.A. garantit et crée des emplois dans toute l'Allemagne ; les dernières statistiques sur le chômage le prouvent sans la moindre ambiguïté. Ce sont tout d'abord, surtout, les fournisseurs occidentaux de machines et d'équipements qui profiteront de cette dynamique économique supplémentaire. Mais cela contribue tout autant à améliorer rapidement l'ancienne R.D.A. comme site de production. Ceci, Mesdames et Messieurs, signifie simultanément : des bénéfices croissants pour les entreprises et des revenus croissants, qui, de leur côté, généreront des recettes supérieures pour l'Etat. Cela, aussi, est en effet devenu manifeste de façon classique durant les années passées en République fédérale.

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de tels bénéfices impliquent aussi que l'on diminue la pollution de notre environnement : moins de polluants - notamment dans l'air et dans l'eau - : tout le monde en profitera. Cela signifie par exemple que, s'il ne rend pas superflue une épuration à Hambourg, chaque mark que nous investissons déjà à Dresde dans la qualité de l'eau de l'Elbe rend néanmoins cette épuration beaucoup plus facile et beaucoup moins coûteuse.

Quiconque sème maintenant la polémique dans le pays et considère les coûts de l'unité comme un obstacle pratiquement insurmontable devrait parler tout aussi franchement des coûts de la partition, maintenant caducs, et des bénéfices de l'unité - des bénéfices qui verront leur volume gonfler de plus en plus au cours des années à venir.

En effet, l'Allemagne unie se trouve au cœur d'une Europe qui n'est plus divisée, mais qui est sur la voie du rapprochement. Il est évident que cette position charnière nous apportera à nous et à nos partenaires de solides avantages économiques.

Un autre aspect, encore, a sa place dans la comparaison des coûts et des bénéfices : il est tout simplement déloyal d'éveiller l'impression que, sur le territoire de l'ancienne R.D.A., on ne puisse, dans un proche avenir, rien financer, ou seulement très peu, de ses propres forces. Bien au contraire, ce qui est vrai - expérience faite au début des années cinquante en République fédérale - c'est que des aides généreuses au début d'une réorientation vers une économie de marché sont nécessaires, d'autant plus que cela rend plus supportables à l'homme les fardeaux sociaux. Qui le saurait mieux que les Allemands de l'ancienne République fédérale, dont la reconstruction a elle aussi été facilitée avec les ressources du Plan Marshall en provenance des Etats-Unis !

Or les expériences que nous avons faites au début de l'économie de marché sociale, durant les années qui ont suivi 1948, montrent justement qu'une telle aide initiale est, dans le meilleur sens du terme, une aide à l'auto-assistance. Il n'en ira pas autrement en Mecklembourg-Poméranie occidentale, dans le Brandebourg, en Saxe-Anhalt, en Thuringe ni en Saxe. Là aussi, les citoyens, les communes et les Länder pourront bientôt assumer eux-mêmes un taux croissant du financement de leur propre avenir.

Mesdames et Messieurs, outre les coûts de l'unification, nous voyons en même temps les perspectives encourageantes qui s'ouvrent non seulement à l'Allemagne unie, mais aussi à l'Europe tout entière.

Coûts, bénéfices et perspectives - ces éléments sont indissolublement liés. A cela s'ajoutent bien entendu aussi les avantages non matériels que l'on ne peut mesurer ni en marks ni en pfennigs - la liberté personnelle venant en première place. Tel est le bien suprême dans l'Allemagne réunifiée.

L'ordre économique et social libéral et, avec lui, l'économie de marché sociale n'ont, en effet, pas toujours été incontestés dans la partie occidentale de l'Allemagne également. Le nouveau départ de 1948, en particulier, n'avait rien de simple : hausses provisoires des prix et brutaux conflits allant jusqu'à la grève générale ont accompagné les débuts de l'économie de marché sociale.

Et la question du cap à suivre pour l'économie de marché sociale s'est de nouveau posée pour le gouvernement fédéral lorsque, en 1982, il y a huit ans, il a fallu, pour sortir de la récession, initier un nouvel essor économique - une relance économique qui s'est entre-temps transformée en le plus long essor de l'après-guerre. Un essor qui s'engage maintenant, avec une dynamique jamais démentie, dans sa neuvième année.

Mesdames et Messieurs, nous pouvons aujourd'hui constater avec fierté : le site Allemagne est l'une des meilleures cartes de visite du monde et le Deutsche Mark est l'une des devises les plus demandées et les plus fortes.

Sur le marché du travail, l'emploi explose et bat record sur record, atteignant tout récemment 28,5 millions de personnes actives. (...)

Jusqu'à la fin de l'année, pas moins de plus de 700.000 nouveaux emplois supplémentaires ont été créés. Un résultat aussi réjouissant n'a été enregistré qu'une seule fois durant la période de l'après-guerre, en 1955. Telle est aujourd'hui la réalité en Allemagne.

Bien que, au cours des douze derniers mois, près d'un million de rapatriés et d'émigrés soient venus en

République fédérale, le chômage est en régression. Le chômage technique et le chômage des jeunes, jadis de lourdes hypothèques, ont pratiquement disparu.

Tout ceci montre que nous sommes pleinement fondés à engager en toute confiance la reconstruction entre l'Elbe et l'Oder. Quand donc, Mesdames et Messieurs, avons-nous jamais été mieux préparés à cette tâche qu'aujourd'hui?

Avec le Traité d'Etat sur l'Union monétaire, économique et sociale et le Traité d'unification, nous avons posé les jalons déterminants pour le passage à l'économie de marché sociale.

Quiconque déclare que tout cela est allé trop vite doit accepter de s'entendre demander comment il aurait, sinon, offert un nouvel avenir aux hommes de la R.D.A., comment il aurait, sinon, empêché le nouvel afflux de centaines de milliers d'émigrés.

Et j'ajoute une chose : quiconque déclare qu'il trouve que cela est allé trop vite pour lui, que celui-ci dise aussi à nos compatriotes de l'ancienne R.D.A. qu'il aurait bien aimé conserver encore pendant un certain temps le Deutsche Mark pour lui tout seul et que la solidarité ne peut en effet être acquise qu'à long terme et à tempérament.

La vérité est – et, ceci, il faut le dire sans ambages – que, si nous n'avions pas instauré l'Union monétaire, économique et sociale, le 1^{er} juillet, nous aurions vu arriver jusqu'à aujourd'hui en République fédérale environ un million d'émigrés de la R.D.A. et que cette situation aurait engendré des conflits catastrophiques dans la société de la République fédérale tout comme dans celle de la R.D.A.

Après plus de quarante ans, Mesdames et Messieurs, nous avons vu s'offrir à nous la chance historique de l'unité allemande - une chance dont, naturellement, nul ne savait combien de temps elle se tiendrait à notre disposition pour devenir réalité. En cette situation historique, nous avons préféré agir.

La réalité de l'année 1990 implique également que le nouveau départ économique signifie une profonde césure pour beaucoup d'hommes. Pour beaucoup - la situation actuelle sur le marché du travail de l'ancienne R.D.A. le prouve également -, ceci constitue une phase personnelle difficile. De nombreuses entreprises sont réduites au chômage technique. Dans de nombreuses familles, on voit augmenter la crainte de perdre son emploi et d'être incapable de faire face à la vie quotidienne.

Mais tous ceux qui sont maintenant menacés par le chômage ou le chômage technique ont droit à l'aide et à la solidarité de la collectivité. Notre système éprouvé de sécurité sociale en offre la garantie.

Pour nous, solidarité signifie tout autant que les jeunes gens qui quittent l'école doivent avoir un avenir. Concrètement, cela signifie que, comme il y a quelques années en République fédérale, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'ils puissent obtenir aussi rapidement que possible un poste d'apprentissage.

C'est pourquoi l'économie et l'artisanat ont pris, pour le territoire de l'ancienne R.D.A., une nouvelle initiative pour l'apprentissage, initiative que j'appuie expressément. Là aussi, le gouvernement fédéral apporte sa contribution dans ce domaine avec environ 300 millions de DM.

Nous reconnaissons d'ailleurs dès maintenant, Mesdames et Messieurs, tout juste trois mois après la réalisation de l'Union monétaire, économique et sociale, que beaucoup de développements sont en cours, et qu'il convient de s'en réjouir:

- Ainsi, la vague de créations d'entreprises est en pleine extension. 170.000 entreprises ont déjà été fondées cette année - dont 40 % après l'introduction du Deutsche Mark et de l'économie sociale de marché.
- Les banques et les entreprises du commerce et des prestations de services mettent en place un réseau de filiales à l'échelle du pays et créent des milliers d'emplois.

- La privatisation, l'assainissement et - si nécessaire - la fermeture des anciens combinats et entreprises sous l'égide de l'Etablissement fiduciaire avancent bien entre-temps. De même, la réorganisation des antennes de l'Etablissement fiduciaire, qui est une nécessité urgente, fait des progrès notables.

- A ce propos, je tiens à remercier cordialement ceux qui, sans ménager leur personne, s'engagent pour la reconstruction de l'ancienne R.D.A. dans l'économie et l'administration. Je nomme sciemment, à titre représentatif pour beaucoup d'autres, Messieurs Rohwedder et Odewald à la tête de l'Office fiduciaire.

- Contrairement aux craintes de certains, les prix sont nettement inférieurs à ce qu'ils étaient il y a encore un an, et ce, malgré une bien meilleure qualité de l'offre de produits. Ainsi, le pouvoir d'achat des salariés et des retraités - également selon les calculs de la Deutsche Bundesbank - a augmenté sensiblement en l'espace d'un an. Ceci n'est pas l'un des moindres résultats de l'instauration réussie du Deutsche Mark dans l'ancienne R.D.A. Dans ce domaine, la Deutsche Bundesbank a fourni un travail remarquable. Je remercie son président, M. Pöhl, et tous ses collaborateurs pour cette aide.

Mesdames et Messieurs, le Traité d'Etat sur l'Union monétaire, économique et sociale et le Traité d'unification forment la base de l'essor et de la prospérité dans l'Allemagne tout entière.

Un facteur décisif est que, même dans les difficiles conditions de cette période transitoire, de restructuration et de réorientation, nous restions attachés à ce qui a fait ses preuves durant quarante ans : à un ordre économique et social libéral qui offre des chances de travail et d'engagement et qui, simultanément, garantit l'aide et le soutien là où les propres forces de l'individu ne suffisent pas.

Nous devons être conscients d'une chose : au-delà de nos frontières, on observe aussi attentivement comment nous allons réussir à relever ce défi historique. Le résultat de nos efforts aura une incidence décisive sur le statut économique et sur le statut politique de l'Allemagne dans le monde entier.

[...]